

INTRODUCTION

**Jézabel Couppey-Soubeyran, Mathilde Dupré,
Wojtek Kalinowski et Dominique Méda**

Le message des scientifiques est clair : cette décennie est cruciale pour limiter au maximum les émissions de gaz à effet de serre (GES) et commencer à adapter nos sociétés aux effets du changement climatique. Dans son sixième rapport¹, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) renforce encore le sentiment d'urgence en exigeant une baisse «rapide, radicale et le plus souvent immédiate» des GES : celles-ci devront avoir atteint leur pic en 2025 au plus tard et diminuer rapidement ensuite si nous voulons encore avoir une chance de limiter la hausse des températures mondiales à 1,5°C ou même à 2°C. La crise écologique ne se réduit d'ailleurs pas au changement climatique, même si celui-ci occupe la plus grande place dans le débat environnemental : elle concerne tout autant la dégradation de la biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles et la destruction des écosystèmes dont nous dépendons pour notre survie même. Toutes ces dimensions convergent et risquent de se traduire en crises sociales et politiques bien plus graves que celles qui secouent nos sociétés actuellement.

1. « Climate Change 2022 : mitigation of climate change », Intergovernmental Panel on Climate Change, www.ipcc.ch.

La responsabilité qui incombe à Emmanuel Macron est donc immense, d'autant que la nouvelle progression de l'extrême droite au deuxième tour de l'élection présidentielle apparaît comme un ultime avertissement pour notre démocratie. Nous écrivons ces lignes plus d'un mois avant les élections législatives de juin 2022, pour lesquelles rien n'est encore joué. Mais, si la mécanique du quinquennat devait fonctionner comme par le passé, le président de la République trouverait sa nouvelle majorité présidentielle à l'Assemblée nationale. Nos parlementaires et le futur gouvernement sont-ils seulement conscients du défi civilisationnel que nous vivons? Essayeront-ils d'accélérer la transition et de dépasser les obstacles sur lesquels ils ont buté jusqu'à présent, comme Emmanuel Macron s'y est engagé dans son discours prononcé à Marseille entre les deux tours de l'élection présidentielle?

Le bilan du quinquennat précédent n'invite pas à l'optimisme, mais nous ne pouvons attendre une hypothétique alternance qui ferait advenir une majorité politique nouvelle, plus encline à faire de ces enjeux une priorité absolue. Nous devons tout faire pour essayer de convaincre chaque jour les décideurs actuels que le coût de l'inaction serait bien plus prohibitif que celui de l'action, que rien n'est plus important aujourd'hui que de mettre en œuvre les réponses efficaces à cette crise. Et tout faire pour mettre en échec les politiques qui iraient à l'encontre de la transition écologique en nous adressant aux forces de la majorité comme à celles de l'opposition.

L'échelon national n'est d'ailleurs pas le seul niveau d'action pertinent dans nos démocraties: la bataille politique pour la transition se joue aussi dans les collectivités locales, qui disposent de nombreuses compétences indispensables à

mobiliser, et au sein de l'Union européenne, qui possède une force d'entraînement parfois supérieure à celle des États.

Prise de conscience et résistances

Surtout, cette bataille politique se joue aussi dans la société elle-même. De très nombreux Français ont déjà entendu le message d'urgence, et ils ne sont pas les seuls. Un peu partout en Europe et dans le monde, on constate la même inquiétude pour l'avenir et le même désir de changement, dont témoignent les mouvements de la jeunesse, les initiatives locales, les actions en justice à l'encontre des décideurs politiques et économiques, et de multiples formes d'expression citoyenne qui révèlent une volonté de contester l'insuffisance des réponses politiques et d'inventer des modes de vie nouveaux. Les citoyens ont bien compris que les changements de comportement et l'innovation «par le bas» sont certes indispensables mais ne suffiront pas. Les gestes individuels représentent au mieux un quart des efforts à accomplir pour réduire l'empreinte carbone individuelle des Français de 11 tonnes à 2 tonnes d'équivalent CO₂ par an². Pour transformer nos systèmes productifs, mieux réguler l'économie, réduire les inégalités et favoriser la sobriété, nous avons besoin de réponses politiques et collectives claires, adoptées démocratiquement.

Le sixième rapport du Giec nous rappelle qu'il n'est pas trop tard pour agir et que des solutions sont à notre portée, même si elles représentent de véritables défis sur les plans économique, technique et social. Cette prise de conscience peine cependant à déboucher sur des mesures concrètes et une vision politique à la hauteur du défi. Certes, il est plus

2. Selon une étude de Carbone 4, juin 2019.

facile de pointer le problème que d'y apporter les solutions ; la société civile doit faire les deux si elle veut influencer les choix politiques. Les transformations à opérer dans notre société et notre économie sont profondes et appellent, entre autres, à renoncer collectivement à la consommation de certains biens et services ou à en revoir complètement les usages. Alors même que, dans bien des cas, nos modes de vie actuels sont contraints par les choix collectifs du passé, à commencer par l'étalement urbain, qui enferme de très nombreux concitoyens dans une dépendance à la voiture. C'est pourquoi les résistances face à de tels changements sont immenses et imposent que les alternatives concrètes soient déployées dans le cadre d'une politique de justice sociale. En outre, le fonctionnement de nos démocraties, et en particulier l'agenda électoral, n'incite pas les décideurs politiques à se lancer dans un tel chantier. L'horizon des investissements à engager dès maintenant ne coïncide pas avec celui des bénéfices qui seront enregistrés à terme.

Résultat, c'est la politique de l'autruche et des effets d'annonce qui prévaut pour l'instant, chacun reportant les choix les plus difficiles à des dates butoirs postérieures à la fin de son mandat. Et il faut des circonstances exceptionnelles telles que la pandémie de covid-19 ou la guerre en Ukraine pour que des mesures jugées jusqu'alors trop difficiles soient soudain évoquées par des institutions internationales ou des responsables politiques de premier plan, qu'il s'agisse de la réduction drastique de notre dépendance aux énergies fossiles ou d'un recours accru au télétravail. De façon plus générale, ces deux crises majeures nous renseignent également sur la brutalité des ruptures dans nos modes de vie, de production et de consommation auxquelles nous nous exposons faute de réponse sérieuse

à la crise environnementale. Sans compter les dégâts humains et les conflits sociaux majeurs qui ne manqueront pas d'en découler.

Si les décideurs ne semblent pas prêts à agir ou en mesure de le faire avec le niveau d'ambition nécessaire, certaines innovations démocratiques sont porteuses d'espoir. En France, la Convention citoyenne pour le climat a ainsi montré que des citoyens tirés au sort, d'origines géographique et sociale très diverses, pouvaient s'accorder sur un agenda relativement cohérent et ambitieux de lutte contre le changement climatique. Cet exercice inédit a donné une légitimité nouvelle à des propositions portées de longue date par certains experts et la société civile, et aurait pu permettre au gouvernement d'accélérer leur mise en œuvre. Pourtant, la plupart des propositions ont rapidement été rejetées par le gouvernement et les parlementaires, de sorte que le texte final de la loi climat a déçu et les conventionnels et la population.

Cette expérimentation nous rappelle tout de même que le pire n'est jamais sûr, que nous pouvons toujours bifurquer vers une société qui respecte mieux les limites physiques de notre planète. Le réalisme et le sens des responsabilités pourraient même avoir déjà changé de camp. «Les militants du climat sont parfois dépeints comme de dangereux radicaux. Mais les radicaux vraiment dangereux sont les pays qui augmentent la production de combustibles fossiles. Investir dans de nouvelles infrastructures de combustibles fossiles est une folie morale et économique», déclarait ainsi Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, le 5 avril 2022.

Notre démocratie saura-t-elle relever le défi et trouver la voie d'une transition qui soit aussi une transition juste,

menant vers une société plus solidaire à l'égard de ses membres? Les dirigeants politiques sentent en tout cas le souffle de la société et tentent d'y répondre avec plus ou moins de sincérité. La communication politique s'y mêle, comme toujours, de sorte qu'il est parfois difficile d'y voir clair. Contrairement à la situation en Allemagne, par exemple, les partis qui prônent le plus fermement une politique de transition peinent à accéder au pouvoir en France, pour des raisons qui méritent sans doute une réflexion approfondie. Plus généralement, notre démocratie représentative est en crise et, avec elle, les partis sur lesquels elle reposait. La politique désenchante nombre de nos concitoyens alors même que nous avons plus que jamais besoin d'elle. La société civile ne saurait s'y substituer, mais elle doit d'autant plus agir sur l'opinion publique et mettre la pression sur les politiques, en clarifiant le débat et en démêlant les vraies mesures des effets d'annonce. Ce rôle démocratique est devenu particulièrement crucial dans le contexte actuel, où la transition écologique semble prônée par tout le monde ou presque alors que les mesures politiques concrètes ne suivent pas.

Des réponses systémiques

La bataille culturelle pour la bifurcation, la transition ou la reconversion écologique (le choix du terme importe finalement peu, c'est le contenu concret qui compte) est bel et bien engagée. Nous devons la mener partout : dans la sphère publique et dans les urnes comme dans nos territoires et dans la vie associative. L'Institut Veblen joue ce rôle à sa façon depuis sa création il y a plus de dix ans. Dans ce livre, ses membres et ses amis esquissent des voies

de transformation dans de nombreux domaines, de la biodiversité à l'école en passant par l'économie, l'entreprise, le modèle social et les principaux secteurs de politiques publiques concernés, comme la ville, les transports, l'agriculture et la production d'énergie. Nous voulons croire que nous pouvons toujours changer de trajectoire et renforcer le bien-être social sur le chemin, à condition de ne pas éviter les questions les plus fondamentales : qu'est-ce que le progrès à l'âge de la crise écologique ? Comment partager les efforts nécessaires ? Quelles sont nos véritables richesses ?

Un premier fil rouge des contributions ici rassemblées est la recherche de réponses systémiques, allant dans le sens d'une planification écologique menée à plusieurs échelles à la fois. Nos politiques publiques restent en effet trop cloisonnées, en se contredisant parfois ; les politiques de transition ont besoin d'une instance *ad hoc* capable de réunir autour de la table État, régions, partenaires sociaux, universitaires, société civile et partis politiques. C'est le rôle qu'avait su jouer en France, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le Commissariat général au Plan. Il est plus qu'urgent, aujourd'hui, de mettre en place une planification écologique d'un type nouveau, cohérente avec les objectifs de la transition, plus démocratique et davantage ancrée dans nos territoires.

Les transformations concrètes qu'il faut amorcer dans un tel cadre ne manquent pas. Nous avons, par exemple, besoin de renforcer les circuits courts et des modes de production durables pour assurer notre indépendance, mais aussi pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre dues au transport. Certains économistes s'y opposent en invoquant l'augmentation des prix, pour les consommateurs, qui découlerait de telles relocalisations. Mais c'est là où il

s'agit de revoir en profondeur notre logiciel économique pour pouvoir donner accès à tous à une alimentation saine, durable et de qualité. Et ce mouvement est d'autant plus urgent que nos dépendances s'accroissent dans un contexte géopolitique de plus en plus préoccupant.

La réorganisation de nos modes de production pose aussitôt la question de l'emploi et de l'aménagement du territoire. Où seront localisés les nouveaux emplois dont nous avons besoin? Les territoires vont-ils mobiliser leurs avantages comparatifs ou continuer à alimenter une concurrence mortifère? Plus généralement, comment organiserons-nous la production (énergétique, alimentaire) en Europe entre les États membres et les différents territoires? Saurons-nous la répartir intelligemment et faire jouer les complémentarités, préférer la coopération à la concurrence? Rénoverons-nous les logements existants ou reconstruirons-nous des centres d'habitation et d'activité susceptibles d'assurer à la population une autosuffisance alimentaire et industrielle? Parviendrons-nous à réindustrialiser notre pays sans relancer les émissions de GES territoriales ni délocaliser les impacts néfastes de notre consommation dans des pays tiers? Quelles organisations du travail seront compatibles avec ces nouvelles exigences? Irons-nous vers une diminution de la taille des entreprises et un fonctionnement plus démocratique? Pourrons-nous réduire le poids des multinationales? Parviendrons-nous à réorienter l'activité des banques et des marchés financiers? Mais encore, quelle sera la place du numérique dans cette réorganisation de la production? Toutes ces questions dépendent les unes des autres et appellent des réponses systémiques, alors que notre modèle de gouvernance tend au contraire à les séparer.

Le rôle clé de la sobriété

Un deuxième fil rouge du livre concerne la place centrale de la sobriété dans tous les domaines, des infrastructures aux modes de consommation. Ce rôle clé de la sobriété est souvent rappelé dans les scénarios de transition énergétique, mais il en va de même de notre organisation économique et sociale. Où orienter les investissements prioritaires et comment les financer ? Avec quelles normes de production ? Comment réduire le poids de la publicité dans nos modes de consommation ?

Agir pour la sobriété ne revient pas à faire culpabiliser les individus, mais à renforcer la réglementation pour réguler les pratiques économiques qui alimentent la course à la surconsommation et au gaspillage. Malgré tous les efforts réalisés jusqu'ici, notre modèle économique et les modes de consommation des classes aisées font toujours preuve d'une créativité sans borne quand il s'agit de dilapider les économies d'énergie et de matières rendues possibles par le progrès technologique. Tous les jours, les consommateurs entendent de nouvelles promesses selon lesquelles il serait possible de continuer comme avant tout en préservant la planète, sans tenir compte du cycle de vie complet des produits ou de la façon dont l'énergie qui les alimente est produite.

Enfin, les différents contributeurs de cet ouvrage partagent la volonté de tenir fermement ensemble les questions écologiques, démocratiques et sociales. Réussir la transition implique une gouvernance plus démocratique, mais aussi un dialogue social réinventé, une politique fiscale plus juste, une école plus coopérative, etc. La liste des sujets peut paraître longue, mais il s'agit, au fond, de proposer une vision de société. C'est à ce prix que notre

2030, C'EST DEMAIN!

démocratie pourra surmonter les blocages qui existent à tous les niveaux, non seulement sous la forme des lobbys mais, plus fondamentalement, dans la société elle-même, où la demande de changement est bien réelle mais se mêle aux angoisses exploitées habilement par les populismes de tout bord. Finalement, il y va de nos valeurs plus que de solutions techniques, comme le remarquait déjà en 1977 l'économiste états-unien Herman Daly au sujet du concept de développement durable: «Si le paradigme sous-jacent et les valeurs qui le sous-tendent ne changent pas, aucune habileté technique ni intelligence manipulatrice ne pourra résoudre nos problèmes³.»

3. Herman E. Daly, *Économie stationnaire*, Les petits matins/Institut Veblen, 2018 [Island Press, 1991].